

PLAN GENERAL DE COORDINATION

Opération : Aménagement intérieur d'un bâtiment acquis dans le cadre d'une VEFA - CPAM de la Corrèze

Client : CPAM DE LA GIRONDE
Adresse des travaux : 14 Winston Churchill
19000 TULLE

Aff. N° : C-BXCS-2024-30-247958
Opération de catégorie : Niveau 2

CSPS : Alain YOUNSI
Mail : alain.younsi@btp-consultants.fr
Mobile : +33637832190

Agence : Agence Bordeaux
P.A de Canteranne - Bât. 2 - Etage 1
Avenue de Canteranne
33608 PESSAC CEDEX
Fixe : +33556008601

Initié le : 21/05/2025
Date de mise à jour : 12/06/2025

Indice	Date	Modifications apportées	Nom du RM	Phase
0	21/05/2025		Alain YOUNSI	Conception
1	12/06/2025	Mise a jour PGC	Alain YOUNSI	Réalisation

Sommaire

Renseignements administratif	3
1. Description sommaire de l'opération	3
2. Planning prévisionnel	3
3. Catégorie de l'opération	3
4. Coordonnées des intervenants	3
Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS	4
1. Particularités de l'opération	4
2. PIC	4
3. Réseaux	5
4. Installations de chantier	7
5. Circulations piétons et véhicules	10
6. Stockage	11
7. Protections Collectives	12
8. Spécificités complémentaires	13
9. Secours	14
Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent	15
1. Autorité et moyens donnés au CSPS	15
2. Modalités d'interventions	15
3. VIC - P.P.S.P.S.	16
4. Accueil sur site et formation	16
5. Modalités de coopération	16
6. Enchaînement des tâches	16
7. Travaux superposés	17
8. Visite et courrier des Organismes	17
9. Non-respect du Code du Travail	17
10. Autres mesures générales	17

Renseignements d'ordre administratif

1. Description sommaire de l'opération

Aménagement intérieur d'un bâtiment acquis dans le cadre d'une VEFA - CPAM de la Corrèze

2. Planning prévisionnel

- Délai prévisionnel : 1 mois
- Démarrage prévisionnel : Septembre 2025
- Effectif prévisionnel : -

3. Catégorie de l'opération

L'opération est classée en catégorie **2**

5. Coordonnées des intervenants

Qualité	Sociétés	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Maitre d'Ouvrage	CPAM DE LA CORREZE	6 RUE SOUHAM 19009 - TULLE	Carole LARTIGUE	carole.lartigue@assurance-maladie.fr

Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS

1. Particularités de l'opération

Autorisations administratives

Autorisation d'occupation du domaine public pour des interventions spécifiques:

=> CHAQUE ENTREPRISE

Chaque entreprise devra l'obtention des autorisation d'occupation du domaine public nécessaire à ses propres interventions.

2. PIC

Plans d'installation de chantier

Particularités :

Etablissement et mise à jour du PIC :

=> Entreprise titulaire du LOT : MENUISERIE-MOBILIER

Généralités :

Pendant la période de préparation et au plus tard au démarrage effectif des travaux sur site, les plans d'installations de chantier seront présentés au CSPS.

- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier, avec indication précise des déviations obligatoires, zébras, panneautage, feux tricolores, etc. et toutes modifications apportées à la situation existante avant travaux ;
- Le principe de circulations piétonnes, véhicules et engins, intérieures au chantier, ainsi que leurs limites d'emploi (résistance, gabarits, pentes, etc.) ;
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules, une place de stationnement par LOT
- L'implantation des zones de livraison ,de déchargement et de stockage , zones existantes l'arrière du bâtiment .
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'alimentation en eau ;
- L'implantation des zones de cantonnements, dans une partie du bâtiment au RDC.

Ces plans à jour seront affichés au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer aux dispositions portées sur ce plan.

3. Réseaux

Consignations

Particularités :

Consignation des réseaux électrique des zones de travaux :

=> Entreprise titulaire du LOT : ELECTRICITE

Repérage des réseaux électrique actifs :

=> Entreprise titulaire du LOT : ELECTRICITE

Déraccordement du bâtiment :

=> MAITRE D'OUVRAGE

Généralités :

Consignation des réseaux:

Avant démarrage de tous travaux, un chargé de consignation sera désigné nommément dans le PPSPS de l'entreprise.

La déconsignation éventuelle des réseaux ne pourra être réalisée que par le chargé de consignation.

Avant chaque phase de travaux, l'ensemble des installations électriques, fluides et gaz situées dans l'emprise des interventions devront avoir été consignées par le chargé de consignation.

Chaque consignation/déconsignation de réseaux sera portée au registre de sécurité de l'entreprise, et signifiée à la Maîtrise d'œuvre.

Repérage des réseaux électrique ou gaz actifs:

Toutes les installations maintenues actives (réseaux sous tension, canalisations sous pression, etc...) seront repérées par mise en un œuvre d'un fourreautage de couleur rouge, avec étiquetage informant de la nature du réseau et du danger.

Marquages/piquetage des réseaux enterrés:

Un marquage ou un piquetage au sol permettra, pendant toute la durée du chantier, de signaler le tracé de tout élément souterrain situé dans l'emprise ou à moins de 2 mètres, en projection horizontale, de l'emprise des travaux, et susceptible, compte tenu de sa profondeur, d'être endommagé par les travaux.

Déraccordements de réseaux

En limite de parcelle, les canalisations de gaz seront séparées physiquement du réseau public maintenu sous pression.

Électricité de chantier de base

Particularités :

Réalisation de l'installation électrique primaire :

=> Entreprise titulaire du LOT : ELECTRICITE

Généralités :

L'armoire générale de chantier sera installée à proximité du point de livraison existant, désigné par le Maître d'Œuvre.

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement séparé des cantonnements et des bureaux de chantier;

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA) ou par une personne qualifiée de l'entreprise répondant aux critères définis par l'arrêté du 22 décembre 2011 (pour les opérations de 3° catégorie, dont la puissance n'excède pas 100 KVA).

Électricité complémentaire

Particularités :

Réalisation de l'installation électrique secondaire :

=> Entreprise titulaire du LOT : ELECTRICITE

Généralités :

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, ainsi que les réseaux de distribution. Les coffrets seront montés piètement métal, 3P+N+T, IP 65, et comporteront à minima 4PC 16 A et 2 PC 32 A.
- L'installation d'éclairage de toutes les circulations piétonnes horizontales et verticales du chantier (accès aux bungalows et tous cheminements extérieurs) par luminaires IP 44 fixés à plus de deux mètres des sols.
- L'établissement d'un plan des installations électriques de chantier pour chaque niveau, faisant figurer l'implantation des coffrets de chantier, l'implantation des luminaires, etc...avec leurs caractéristiques.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA) (une personne qualifiée de l'entreprise répondant aux critères définis par l'arrêté du 22 décembre 2011, pour les opérations de 3° catégorie, dont la puissance n'excède pas 100 KVA).

Installation existante

Particularités :

Vérification de l'installation électrique existantes :

=> Entreprise titulaire du LOT : ELECTRICITE

L'installation électrique existante sera mise à disposition des entreprises.

Généralités :

Avant toute utilisation de l'installation électrique existante, celle-ci fera l'objet d'une vérification, notamment en termes de mise à la terre et de protection différentielle.

Eau potable de chantier de base

Particularités :

Réalisation de l'installation primaire d'alimentation en eau :

=> Entreprise titulaire du LOT : PLOMBERIE

Généralités :

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable les cantonnements, les points de puisage nécessaires à la réalisation des travaux.

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaires, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protections nécessaires au passage du réseau, le comptage et le sous-comptage éventuel, la mise hors gel des réseaux (cordon chauffant obligatoire vers les cantonnements et réseaux de distribution principaux), etc.

Eau potable complémentaire

Particularités :

Réalisation de l'installation secondaire d'alimentation en eau :
=> Entreprise titulaire du LOT : PLOMBERIE

Emplacement des robinets de puisage :
- 1 point d'eau par niveau

Généralités :

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable des points de puisage, avec bac permettant le nettoyage des seaux et la récupération des déchets solides.

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaires, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protections nécessaires au passage du réseau.

Téléphone de chantier

Particularités :

fourniture à ses personnels d'un téléphone portable :
=> CHAQUE ENTREPRISE

Généralités :

La liste des numéros d'appel d'urgence sera affichée dans les cantonnements et bureaux, près du/des poste(s) téléphonique(s),

A leur arrivée sur site, les chefs de chantier et chefs d'équipes de toutes les entreprises enregistreront, dans leurs téléphones portables, les numéros d'urgence, pompiers, police, ainsi que le numéro du portable du conducteur de travaux, du bureau de chantier, etc.

> Rappel sur les téléphones portables, seul le 112 fonctionne pour prévenir les secours.

4. Installations de chantier

Clôtures de chantier

Particularités :

Clôtures de chantier en périphérie des zones de déstockage.
=> Entreprise titulaire du LOT : MENUISERIE

L'entreprise devra la réalisation, l'entretien et l'enlèvement de tous les matériels et équipement nécessaires afin d'interdire l'accès de tiers à au de chantier.

Généralités :

Clôtures de chantier phase préalable :
La prestation comprendra la mise en œuvre, dès que nécessaire :
- des clôtures de chantier délimitant l'emprise de la zone stockage.

L'ensemble des éléments ci-dessus, ainsi que tous les panneaux de signalisation et d'information, devront être stables.

Accès piétons

Particularités :**Généralités :**

Portillon d'accès:

Les accès au chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place d'un accès dédié, accompagné de panneaux interdisant l'accès au public.

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les agents de contrôle compétents. Les artisans seront tenus de présenter leur Carte Professionnelle délivrée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

Cantonnements

Particularités :

Base vie commune :

=> Entreprise titulaire du LOT : MENUISERIE-MOBILIER

Mise en place des cantonnements communs à l'ensemble des lots

Capacité d'accueil : A DEFINIR

Ces cantonnements seront installés :

- dans une partie des locaux existants, dans l'emprise ;

Généralités :

Base vie :

Les cantonnements seront implantés de telle sorte que leur accès soit possible sans avoir à traverser des zones en travaux.

Ils comporteront une partie réfectoire et salle de réunion, et une partie vestiaires :

.- Sanitaires (des sanitaires existants dans le bâtiment seront mis a disposition des ouvriers.

Conformément au code du travail, ils seront équipés d'un WC, d'un urinoir pour 20 personnes, d'une douche pour 10 personnes devant utiliser cet équipement, ainsi que d'un lavabo pour 5 personnes, et seront mis à la disposition de tous les intervenants jusqu'à fin des travaux.

Les douches seront directement accessibles depuis la partie vestiaires, sans avoir à passer par un couloir.

Un sanitaire dédié sera mis à disposition du personnel féminin.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les locaux seront chauffés.

Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.

- Réfectoires

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés et climatisés.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les tables, chaises, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

- Vestiaires:

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération. Les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront à double compartiment et tablette, avec ventilation haute et basse, condamnation par morillon porte-cadenas.

Un local vestiaire séparé sera dédié au personnel féminin, en cas de besoin.

Ils seront chauffés et climatisés.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

Protections contre l'incendie

Particularités :

Mise à disposition à l'intérieur de la base vie :

=> Entreprise titulaire du LOT : MENUISERIE-MOBILIER

La prestation consistera à doter la base vie d'extincteurs, accessibles pendant les heures d'ouverture du chantier, en nombre suffisant et de type adapté aux risques rencontrés. Le personnel sera informé de leur emplacement et formé à leur maniement.

Mise en commun d'extincteurs sur chantier :

=> Entreprise titulaire du LOT : MENUISERIE-MOBILIER

La prestation consistera à placer (et à remplacer au besoin) un extincteur par cage d'escalier, ainsi qu'à proximité des locaux à risque (armoires électriques, etc...).

Généralités :

Les extincteurs devront avoir fait l'objet d'une vérification périodique de moins d'un an.

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause-déjeuner, ou le soir).

Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Chaque entreprise utilisatrice de produits inflammables devra le mentionner dans son Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

Nettoyage des cantonnements

Particularités :

Prestation de nettoyage des cantonnements communs :

=> Entreprise titulaire du LOT : MENUISERIE-MOBILIER

Fréquence de nettoyage: Quotidienne

Généralités :

Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des bureaux de chantier, des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

Nettoyage du chantier

Particularités :

Nettoyage régulier du chantier :
=> CHAQUE ENTREPRISE

Déchets de démolition et de curage :

=> CHAQUE ENTREPRISE devra l'évacuation de ses déchets de démolition et dépose.

Poubelle et contenants à déchets :

=> CHAQUE ENTREPRISE

Généralités :

Nettoyage régulier du chantier:

Les gravais, déchets et décombres seront évacués jusqu'aux points de regroupement convenus, puis chargés dans la benne appropriée.

En cas de manquement, et sur simple constat, le Maître d'œuvre pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

Déchets de démolition et curage

Chaque entreprise devra l'évacuation de ses déchets de démolition et dépose.

Poubelles et contenants à déchets légers

Chaque entreprise aura intégré dans son offre la mise à disposition de ses personnels des contenants légers pour les déchets au niveau des postes de travail :

- Sacs poubelle,
- Poubelles,
- Etc.

5. Circulations piétons et véhicules

Ouverture/fermeture du chantier

Un jeu de clé et un Bip seront mis a disposition de chaque entreprise titulaire de lot.

Cheminements sécurisés piétons

Particularités :

Circulations horizontales provisoires :

=> Entreprise titulaire du LOT : MENUISERIE-MOBILIER

L'entreprise devra l'aménagement des circulations piétonnes.

Généralités :

Toutes les circulations provisoires horizontales pour piétons seront sécurisées, libres de tout stockage et déchets, sans accumulation d'eau, etc., pendant toute la durée des travaux, en particulier :

- Entre le portail d'accès et les cantonnements
- Entre les cantonnements et les postes de travail.

Les accès au bâtiment, en nombre limité, seront identifiés, à chaque phase de travaux, et matérialisés aux sols (tapis PVC antidérapant et imputrescible). Si nécessaire, ils seront protégés par des auvents.

Les circulations seront séparées physiquement des voies empruntées par les véhicules et engins, par des GBA dès que nécessaire (zones de retournement des véhicules, pistes de chantier, etc...). Leur entretien et leur adaptation quotidienne, seront dus jusqu'à réception des travaux.

Leur niveau d'éclairement sera d'au moins 40 lux.

Les zones non accessibles aux piétons seront interdites d'accès par barriérage et panneau d'avertissement adéquat.

Circulations verticales piétons

Particularités :

Le bâtiment est déjà équipé d'accès aux terrasses et toitures.

Généralités :

Toutes les circulations verticales pour piétons seront sécurisées pendant toute la durée des travaux. Leur niveau d'éclairage sera d'au moins 60 lux.

Accès véhicules - livraisons

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : TOUTE ENTREPRISE

Généralités :

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise chantier.

Chaque aire de livraison sera adaptée, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux opérations de chargement et déchargement de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

6. Stockage

Aires de stockage - magasins

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : TOUTE ENTREPRISE

Emplacement : Sous sol du bâtiment

Généralités :

Le Coordonnateur SPS sera en charge de coordonner la délimitation et l'aménagement des zones de stockage .

Les zones de stockage devront être adaptées, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux besoins de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

En aucun cas ces zones de stockage ne devront entraver la circulation des piétons comme celle des véhicules.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder au balisage comme à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

La possibilité d'aménager des magasins à l'intérieur du bâtiment, à titre provisoire, pourra être autorisée par le Maître d'Œuvre, sous les conditions ci-dessous :

- Magasins clos et condamnés ;
- Aucun stockage de produits dangereux ;
- Nettoyage de chaque magasin par chaque attributaire ;
- Nettoyage ou protections des sols des circulations et parties communes (traces de gasoil, huile) ;

Réalisation par chaque entreprise des travaux nécessaires, ainsi que de la remise en l'état initial.

7. Protections Collectives

EPC provisoires ou définitifs

Particularités :

Protections contre les chutes d'objets

=> Entreprise titulaire du LOT : TOUTE ENTREPRISE

- L'entreprise devra la protection des zones en pied de son intervention de telle sorte à ne pas générer de risques par les travaux :
- Mise en place de barrière de chantier pour interdire l'accès aux zones à risque de chute d'objet
- Mise en place de tunnels de protection selon les risques, notamment :
- En protection des entrées du bâtiment

Généralités :

Protections définitives:

La direction de chantier donnera priorité aux installations de protections définitives par rapport aux installations provisoires. La mise en œuvre des ouvrages définitifs devra être réalisé le plus tôt possible dans le planning d'exécution.

Matériel:

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage.

Le matériel utilisé devra répondre aux exigences de la norme NF EN 13374+A1 ou NF P 93-355

Adéquation:

Les protections collectives devront être adaptées aux travaux de chaque corps d'état, et devront permettre la réalisation des travaux de chaque entreprise en parfaite et totale sécurité.

Les mesures prises pour assurer la continuité, dans le temps, des protections collectives seront précisées dans le PPSPS.

En cas de dépose de protections collectives non prévue au PPSPS des entreprises, le Maître d'Ouvrage fera appliquer les mesures prévues à l'article « non-respect des dispositions du Code du Travail », figurant au présent PGC, ainsi que les sanctions prévues au Marché de Travaux.

Le dispositif provisoire de protection collective ne sera retiré qu'une fois la protection définitive mises en place, et réceptionnée par le Maître d'œuvre.

La solidité des garde-corps définitifs sera vérifiée avant dépose des protections provisoires de chantier.

Maintenance

Les protections collectives seront maintenues et vérifiées par les entreprises en charge de leur mise en place.

La prestation portera sur la fourniture, la mise en place, la maintenance, la surveillance, le démontage et l'enlèvement des protections collectives.

Protections contre le bruit

Particularités :

Entreprise titulaire du lot : CHAQUE LOT

Généralités :

En cas d'utilisation de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonnance), des bâches acoustiques seront obligatoirement mises en œuvre.

Sur simple demande du Coordonnateur SPS, chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Mettre en place des écrans ou bâches acoustiques ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

8. Spécificités complémentaires

Silice

Particularités :

Entreprises concernées :

=> TOUTE ENTREPRISE

Généralités :

Les entreprises devront intégrer à leur méthodologies des mesures permettant de limiter les émissions de poussières contenant de la silice:

- aspiration à la source
- coupage/sciage à l'humide
- Etc.

Comme pour toute activité, les principes généraux de prévention s'appliquent à l'exposition à la silice cristalline.

Depuis le 1er janvier 2021, les travaux exposant à la poussière de silice cristalline alvéolaire issue de procédés de travail sont classés comme agent cancérigène (arrêté du 26 octobre 2020 fixant la liste des substances, mélanges et procédés cancérigènes au sens du code du travail). Dès lors qu'un salarié est exposé dans le cadre de son activité professionnelle à de la silice cristalline alvéolaire, l'employeur doit désormais respecter la réglementation spécifique aux agents CMR (cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques) (articles R4412-59 à R4412-93 du Code du travail). Valeur limite d'exposition professionnelle à la silice cristalline

Article R4412-149 du Code du travail :

La concentration moyenne en silice cristalline libre des poussières alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur pendant une journée de travail de 8 heures ne doit pas dépasser :

0,1 mg/m³ pour le quartz

0,05 mg/m³ pour la cristobalite et la tridymite. L'abattage des poussières est un mode de protection collective contre l'exposition aux poussières

9. Secours

Trousse de secours

Particularités :

Trousse de secours commune à mettre en place dans la base vie :

=> Entreprise titulaire du LOT : MENUISERIE-MOBILIER

Trousse de secours spécifique à chaque entreprise :

=> CHAQUE ENTREPRISE

**Généralités :**

Trousse de secours commune:

Une trousse de secours commune sera mise en place dans la base vie, avec affichage repérant son emplacement.

Trousse de secours spécifique à chaque entreprise:

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours, à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement.

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

SST

Particularités :

Les entreprises employant plus de 20 compagnons sur chantier (personnels de sous-traitants compris) devront assurer la présence d'un personnel formé au SST pour 20 compagnons.

Généralités :

Les entreprises désignées assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour.

Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent

1. Autorité et moyens donnés au CSPS

Le MOA donne accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS a autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

2. Modalités d'interventions

La coordination de chantier en termes de sécurité et de protection de la santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du CSPS. Le MOE aménagera le temps nécessaire à l'intervention du CSPS en lui donnant la parole à tout moment, procédure à convenir pendant la période de préparation.

Chaque entreprise présente sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période de temps précisée par le Coordonnateur.

Chaque entreprise présente sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de coactivité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, etc....

Le MOE signalera au CSPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le CSPS et le MOE prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le CSPS pourra demander au MOE de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la coactivité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...

En cas de désaccord entre le MOE et le CSPS, le CSPS invitera le MOA à se prononcer.

Le MOA informera par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise, y compris sous-traitants. En l'absence, aucune Visite d'Inspection Commune ne sera réalisée par le CSPS.

Les fiches d'observations et comptes-rendus de Visites d'Inspection Communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Les intervenants transmettront au CSPS tous leurs documents au format PDF.

3. VIC - P.P.S.P.S.

Le Maître d'Ouvrage informera le CSPS, par tous moyens traçables à sa convenance, de la signature du marché avec les entreprises titulaires et de l'agrément des sous-traitants.

L'entrepreneur titulaire ou agréé informera le CSPS de son intention de commencer ses travaux au moins 10 jours avant la date qu'il aura retenue, et lui fera parvenir dans le même temps son projet de PPSPS. Le CSPS convoquera l'entrepreneur à sa Visite d'Inspection Commune, qui se déroulera obligatoirement sur chantier.

En cas de sous-traitance, cette Visite d'Inspection Commune se déroulera de préférence en présence de l'entreprise titulaire du lot.

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délai contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la coactivité, à la superposition de tâches.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux prévus à son marché de travaux ainsi qu'à tous ses avenants.

Ces notes devront être transmises au CSPS 10 jours avant démarrage des travaux, afin de permettre l'harmonisation des PPSPS de l'opération.

4. Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules, devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.

Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

5. Modalités de coopération

Chaque entreprise générant des risques exportés figurant dans son PPSPS sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

6. Enchaînement des tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

7. Travaux superposés

Avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

8. Visite et courrier des Organismes

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CARSAT ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

9. Non-respect du Code du Travail

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, par le Maître d'œuvre ou par le Maître d'Ouvrage.

10. Autres mesures générales